

# VD\_FINDINFO HC / 2017 / 11 vom 5. Dezember 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-12-05, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_HC\\_\\_\\_2017\\_\\_\\_11](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2017___11)

FR: VD\_FINDINFO HC / 2017 / 11 du 5 décembre 2016

IT: VD\_FINDINFO HC / 2017 / 11 del 5 dicembre 2016

## Regeste

COMPÉTENCE RATIONE LOCI, DÉPENS | 13 CPC (CH), 31 CPC (CH), 44a CDPJ, 20 al. 2 TDC, 3 TDC

## Erwägungen

### E. 1.1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC) au sens de l'art. 236 CPC, dans les causes patrimoniales dont la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 2 CPC). Le recours est recevable contre les décisions finales, incidentes et provisionnelles de première instance qui ne peuvent faire l'objet d'un appel (art. 319 let. a CPC), ou contre les autres décisions et ordonnances d'instruction de première instance (art. 319 let. b CPC), ou en cas de retard injustifié du tribunal (art. 319 let. c CPC).

### E. 1.2

L'appel est dirigé contre une décision du Juge de paix du district de La Riviera-Pays-d'Enhaut saisi d'une demande de preuve à futur avant procédure au fond qu'il a déclarée irrecevable pour défaut de compétence ratione loci. Cette décision a mis fin à une procédure autonome, de sorte qu'elle doit être considérée comme une décision finale au sens de l'art. 236 al. 1 CPC (ATF 138 III 76 consid. 1.2 ; ATF 138 III 46 consid. 1.1). La valeur litigieuse sur le fond est de l'ordre de 25'000 fr., de sorte que la voie de l'appel est ouverte. La preuve à futur est soumise aux dispositions relatives aux mesures provisionnelles (art. 158 al.

### E. 2

CPC), de sorte que la décision entreprise a été rendue en procédure sommaire (art. 248 let. d CPC). Motivé et déposé en temps utile (art. 314 al. 1 CPC) par une partie qui y a un intérêt (art. 59 al. 2 lit. a CPC), l'appel est recevable.

### E. 2.1

L'appel peut être formé pour violation du droit ou pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC (Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, JdT 2010 III 134). Elle peut revoir librement la constatation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (ibidem, p. 135). Les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte que s'ils sont invoqués ou produits sans retard et ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la

diligence requise, ces deux conditions étant cumulatives (art. 317 al. 1 CPC; Tappy, op. cit., JdT 2010 III 136-137).

## **E. 2.2**

En l'espèce, l'appelant a produit un bordereau de pièces déjà toutes versées au dossier de première instance. Ces pièces ne sont pas nouvelles, de sorte qu'il n'y a pas lieu de statuer sur leur recevabilité.

## **E. 3**

Invoquant l'art. 13 let. a CPC, l'appelant fait valoir que sa requête de preuve à futur était fondée sur le lieu du tribunal compétent pour statuer sur l'action principale, qui est le Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois – respectivement son président –, lequel siège à Vevey, de sorte que ce serait le juge de paix du district incluant Vevey qui serait compétent.

### **E. 3.1.1**

L'art. 13 CPC prévoit que, sauf disposition contraire de la loi, est impérativement compétent pour ordonner des mesures provisionnelles le tribunal compétent pour statuer sur l'action principale (let. a) ou le tribunal du lieu où la mesure doit être exécutée (let. b). Le for prévu par l'art. 13 CPC est également valable en matière de preuve à futur (JdT 2014 III 9). L'art. 13 CPC institue ainsi deux fors alternatifs : l'un au for de l'action principale, l'autre au lieu d'exécution de la mesure requise; celui-ci n'est pas réservé aux seuls cas d'urgence (ATF 138 III 555). Le lieu de l'exécution correspond au lieu où les mesures doivent être prises (Haldy, CPC commenté, 2011, n. 6 ad art. 13 CPC). L'art. 13 CPC prévoyant des fors alternatifs, le requérant peut librement choisir s'il veut déposer sa requête devant le tribunal compétent pour statuer sur l'action principale ou devant le tribunal du lieu où la mesure doit être exécutée (Berti, Basler Kommentar, 2 e éd., Bâle 2013, nn. 9 et 11 ad art. 13 CPC; Sutter-Somm/Klingler, in Sutter-Somm/Hasenböhler/Leuenberger, ZPO-Kommentar, 3 e éd., Zurich 2016, n. 15 ad art. 13 CPC). Les fors prévus par l'art. 13 CPC, sous réserve de dispositions contraires de la loi – telles que l'art. 23 CPC pour les requêtes et actions fondées sur le droit du mariage et l'art. 24 CPC pour les requêtes et actions en matière de partenariat enregistré (Haldy, op. cit., n. 2 ad art. 13 CPC; Sutter-Somm/Klingler, op. cit., n. 15 ad art. 13 CPC) –, sont impératifs. Cela signifie, d'une part, que les parties ne peuvent y déroger, conformément à l'art. 9 al. 2 CPC (Berti, op. cit., n. 12 ad art. 13 CPC; Treis, in Baker & Mackenzie, Schweizerische Zivilprozessordnung, Berne 2010, n. 15 ad art. 13 CPC) et, d'autre part, qu'il n'y a pas d'acceptation tacite (art. 18 CPC) possible (Berti, op. cit., n. 12 ad art. 13 CPC; Treis, op. cit., n. 15 ad art. 13 CPC; Haldy, op. cit., n. 5 ad art. 13 CPC). Le caractère impératif porte également sur le caractère alternatif des fors prévus par l'art. 13 CPC (Berti, op. cit., n. 12 ad art. 13 CPC). Il s'ensuit que même lorsqu'elles ont convenu d'une prorogation de for pour l'action principale, les parties restent libres de demander des mesures provisionnelles devant le tribunal du lieu où la mesure doit être exécutée. S'agissant du for de l'action principale, l'art. 31 CPC prévoit qu'en principe, le tribunal du domicile ou du siège du défendeur, ou celui du lieu où la prestation caractéristique doit être exécutée, est compétent pour statuer sur les actions découlant d'un contrat. S'agissant du contrat de vente, le for est celui du lieu de livraison de la chose selon le contrat ou l'art. 74 al. 2 CO (Haldy, op. cit., n. 6 ad art. 31 CPC). S'agissant du contrat d'entreprise, le for est au lieu d'exécution (ibidem).

### **E. 3.1.2**

L'art. 44a al. 1 CDPJ (Code de droit privé judiciaire vaudois du 12 janvier 2010 ; RSV 211.02) prévoit qu'avant la litispendance, l'autorité compétente pour statuer sur les requêtes de preuve à futur est le président du tribunal d'arrondissement s'agissant de la preuve par témoin et par pièce, ou le juge de paix s'agissant de la preuve par expertise ou par inspection locale. Selon la loi du 30 mai 2006 sur le découpage territorial (LDecTer ; RSV 132.15), le Canton de Vaud est divisé en dix districts (art. 1), parmi lesquels le district de Lavaux-Oron, lequel comprend la commune de Lutry (art. 7), ainsi que le district de la Riviera-Pays-d'Enhaut, lequel comprend la commune de Vevey (art. 11). Selon la LOJV (loi vaudoise d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979 ; RSV 173.01), le canton est divisé en quatre arrondissements judiciaires, dont le territoire est délimité par le Conseil d'Etat sur proposition du Tribunal cantonal (art. 87 LOJV ; arrêté du 10 avril 2000 sur les arrondissements judiciaires et le siège des tribunaux d'arrondissement : AAJTJ ; RSV 173.01.2) et au territoire desquels siège le tribunal d'arrondissement (art. 88 al. 1 LOJV). À teneur de l'art. 1 AAJTJ, l'arrondissement judiciaire de l'Est vaudois est constitué des districts d'Aigle, Lavaux-Oron et Riviera-Pays-d'Enhaut. Le siège du Tribunal d'arrondissement de l'Est Vaudois est à Vevey (art. 2 AAJTJ). Il y a par contre en principe une justice de paix par district, sous réserve de la division du district en plusieurs offices ou de la réunion de plusieurs districts en ressort (art. 107a LOJV).

### **E. 3.2**

Là où l'organisation judiciaire vaudoise ne prévoit qu'un tribunal d'arrondissement par arrondissement judiciaire, elle comprend plusieurs districts voire ressorts de justice de paix. Il s'ensuit que si le tribunal d'arrondissement est compétent pour statuer sur toute affaire dans sa compétence matérielle à l'échelle territoriale de l'arrondissement, il n'en va pas de même du juge de paix, qui n'est compétent que pour statuer à l'échelle territoriale de son district ou ressort, lequel coexiste à côté d'autres districts ou ressorts de justice de paix au sein du même arrondissement. L'appelant ne conteste pas, à juste titre, qu'en application de l'art. 13 CPC, le for de l'action principale soit à Lutry, ni que celui du lieu d'exécution de la mesure soit à [...] dans le canton de [...]. Si, en cas d'action au fond, le Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois – respectivement son président selon la valeur litigieuse pour autant qu'elle soit effectivement comprise entre 10'000 et 30'000 fr. – sera matériellement compétent (cf. art. 96b al. 2 et 96d al. 3 LOJV), la compétence matérielle du juge vaudois de la preuve à futur avant litispendance est régie par l'art. 44a CDPJ. Compte tenu de l'organisation judiciaire territoriale choisie par le législateur vaudois, c'est à juste titre que le premier juge a constaté que c'était le Juge de paix du district de Lavaux-Oron, comprenant la commune de Lutry, qui était compétent pour connaître de la requête de preuve à futur, et non celui du district de La Riviera-Pays-d'Enhaut, comprenant la commune de Vevey, siège du Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois. Manifestement, ainsi que l'a déjà relevé le premier juge, l'appelant confond le rattachement local découlant des art. 10 ss CPC, désigné dans cette loi fédérale sous le terme de « lieu », avec celui de la localisation du « siège » du juge ou du tribunal matériellement compétent selon l'organisation judiciaire cantonale. L'argument est manifestement infondé.

### **E. 4**

Dans une argumentation subsidiaire, l'appelant fait valoir que les dépens auraient été arrêtés à une quotité ne tenant pas compte du travail effectivement fourni.

#### **E. 4.1**

En application de l'art. 3 TDC (tarif des dépens en matière civile du 23 novembre 2010 ; RSV 270.11.6), la partie qui succombe (cf. art. 106 al. 1 CPC) est tenue de rembourser à la partie qui a obtenu gain de cause tous les frais nécessaires causés par le litige (al. 1). Dans les contestations portant sur des affaires patrimoniales, l'alinéa 2 prévoit que le défraiement est fixé, selon le type de procédure et dans les limites des tableaux figurant aux articles 4 à 8 et 10 à 13 du présent tarif – fonction de la procédure applicable et du niveau de l'instance – en considération de l'importance de la cause, de ses difficultés, de l'ampleur du travail et du temps consacré par l'avocat ou l'agent d'affaires breveté. Cette disposition précise que le juge apprécie l'étendue des opérations nécessaires pour la conduite du procès et se fonde, en règle générale, sur le tarif horaire moyen usuellement admis, réduit de 15% dans les causes dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30'000 fr. et augmenté de manière adéquate dans les causes dont la valeur litigieuse est supérieure à 300'000 francs. L'art. 17 TDC règle les dépens en matière de preuve à futur au sens de l'art. 158 CPC comme en matière de procédure sommaire. L'art. 6 TDC prévoit, s'agissant des contestations patrimoniales de première instance en procédure sommaire dont la valeur litigieuse est comprise, comme en l'espèce, entre 10'001 et 30'000 fr., que les dépens sont arrêtés à un montant compris entre 1'000 et 3'000 francs. Quant à l'art. 20 al. 2 TDC, il permet, lorsqu'il y a une disproportion manifeste entre la valeur litigieuse et l'intérêt des parties au procès ou entre le taux applicable selon le présent tarif et le travail effectif de l'avocat ou de l'agent d'affaires breveté, la fixation de dépens inférieurs au taux minimum. La jurisprudence a posé qu'il faut en principe s'en tenir aux barèmes fixés et qu'il n'y a lieu de s'en écarter, dans l'hypothèse envisagée à l'art. 20 al. 2 TDC, que si la disproportion est évidente. Il en découle que l'on ne descendra en dessous du minimum du tarif que dans des cas exceptionnels. En particulier concernant de petits montants, les dépens ne seront pas fixés en dessous du minimum déterminé par le tarif pour le seul motif qu'ils semblent surévalués au regard du travail fourni par le mandataire. Une différence d'un tiers par rapport au temps consacré n'a pas été jugée manifestement disproportionnée (CPF 31 août 2016/272 ; CPF 28 février 2012/143 ; CPF 1<sup>er</sup> juin 2012/167 ; CACI 15 février 2016/96).

#### **E. 4.2**

Le premier juge a expressément tenu compte de l'art. 20 al. 2 TDC et a manifestement réduit les dépens qui, sans la réduction, auraient été plus proches de 3'000 fr. que de 1'000 fr. au vu de la fourchette applicable et de la valeur litigieuse de l'objet du litige, estimée à près de 30'000 fr. selon l'appelant (mémoire d'appel, p. 2). En admettant que sans cause de réduction les dépens auraient pu être fixés à un montant compris entre 2'500 et 3'000 fr., la réduction opérée, de près de deux tiers, tient suffisamment compte des principes guidant l'application de l'art. 20 al. 2 TDC tels que rappelés par la jurisprudence susmentionnée, eu égard aux écritures du conseil de l'intimé. Celles-ci consistent en trois courriers des 15 juin, 18 juillet et 26 août 2016, totalisant 4 pages, valant déterminations sur le principe de l'expertise requise à titre de preuve à futur, sur la personne de l'expert pressenti et ses connaissances linguistiques, ainsi que sur la question de la recevabilité de la requête, toutes opérations qui ont été rendues nécessaires par le dépôt de la requête, irrecevable, et qui doivent être prises en compte dans l'évaluation du travail effectué. L'argument est également infondé.

#### **E. 5**

En définitive, l'appel, manifestement mal fondé, doit être rejeté selon le mode procédural de l'art. 312 al. 1 CPC et la décision entreprise confirmée. Les frais judiciaires, arrêtés à 900 fr.

(art. 62 al. 1 TFJC), seront mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). N'ayant pas été invité à se déterminer, l'intimé n'a pas droit à des dépens .

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.